



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attribution de produits	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -83,708 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2023 s'élève à -83,708 Md€ contre -70,431 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-13,277 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 10,711 Md€, une baisse des recettes nettes de 3,903 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,337 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 147,992 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 15,992 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (9,271 Md€) et du programme « Amortissement de la dette de l'Etat liée à la covid-19 » (6,586 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,947 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,997 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,073 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,548 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,448 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,204 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,962 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,056 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,048 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin avril 2023 s'élèvent à 147,992 Md€ contre 137,281 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,711 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +6,870 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +6,613 Md€, hausse

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,615 Md€, principalement au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (1,477 Md€) et du programme « Service public de l'énergie » (1,118 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,233 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,105 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,074 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,833 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,984 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,798 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,619 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (1,115 Md€) ;

► **Mission Aide publique au développement** : 1,116 Md€, montant réparti sur divers programmes composant la mission.

prévue en LFI), des charges de la dette de l'Etat pour +2,516 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +2,420 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022) et des dépenses de personnel pour +1,724 Md€ (hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 79,200 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 9,715 Md€ ;

► **IR net** : 8,341 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,048 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,605 Md€, les autres taxes intérieures pour 0,772 Md€ (essentiellement au titre de la TICGN) et la taxe sur les installations nucléaires de base pour 0,554 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,445 Md€, dont 0,608 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,361 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 1,080 Md€, dont 0,766 Md€ au titre du fonds "Versement de la subvention SNCF Réseau" ;

► **Recettes non fiscales - Divers** : 0,747 Md€, dont 0,533 Md€ au titre du reversement des soldes excédentaires de sections du compte de commerce "Soutien financier au commerce extérieur" pour l'exercice 2022 ;

► **IS net** : -0,761 Md€ (montant lié à des R&D à hauteur de 1,167 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,875 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,991 Md€, dont -2,007 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.



Recettes fiscales (nettes) : 94,517 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2023 s'élevaient à 94,517 Md€ contre 90,652 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,865 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des recettes de TVA nette pour +3,145 Md€, d'IS net pour +1,839

Md€ et d'IR net pour +1,161 Md€ (écarts liés au dynamisme des recettes brutes), ainsi que par une diminution des recettes des "Autres taxes intérieures" pour -3,177 Md€ (écart principalement lié à la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire).

Recettes non fiscales : 3,108 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2023 s'élevaient à 3,108 Md€ contre 10,892 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,784 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE pour

cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ durant le mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -20,325 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin avril 2023 s'élevaient à -20,325 Md€ contre -19,511 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,814 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des PSR au

profit des collectivités territoriales à hauteur de 1,184 Md€, notamment au titre du prélèvement au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

Fonds de concours et attributions de produits : 1,900 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin avril 2023 s'élevaient à 1,900 Md€ contre 1,070 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,830 Md€) s'explique essentiellement par les recettes perçues au fonds "Versement de la subvention SNCF Réseau".

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -14,916 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,994 Md€ et des recettes pour 7,567 Md€ (dont 5,129 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,527 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 9,874 Md€ (dont 9,645 Md€ au titre du paiement des intérêts relatifs aux OAT à taux fixes et aux BTF)

et des recettes pour 9,880 Md€ (dont 9,291 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 7,078 Md€ (dont 6,586 Md€ au titre du versement d'une dotation en capital au profit de la Caisse de la dette publique pour l'amortissement de la dette liée à la covid-19) et des recettes pour 6,994 Md€ (dont 6,586 Md€ au titre d'un abondement par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2023 s'élève à -14,916 Md€ contre -16,253 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,337 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des comptes d'affectation spéciale de +1,135 Md€

(dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +1,213 Md€, principalement en raison de la reprise en 2023 par l'Etat de la dotation en numéraire de l'établissement public Bpifrance pour 3,500 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 30 avril 2023 : 2 383,152 Md€

La dette financière est en augmentation de 70,860 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +70,700 Md€

et hausse des BTF de +1,911 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,751 Md€).



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2023	2022 retraité	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-28 984	-83 708	-70 431	-67 320	-13 277
Dépenses du budget général (nettes)	47 507	147 992	137 281	135 505	10 711
Recettes du budget général (nettes)	21 192	79 200	83 103	84 438	-3 903
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 341	26 137	24 976	24 976	1 161
- IS *	-761	11 768	9 928	9 928	1 839
- TICPE	1 361	5 416	4 930	5 280	486
- TVA	9 715	35 778	32 634	35 818	3 145
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 670	-14 916	-16 253	-16 253	1 337

DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	3 067	166 044			
Dette financière de l'Etat	20 769	2 383 152			

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin avril			Ecart cumul
	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Dépenses de personnel	11 761	47 533	45 809	45 820	1 724
Dépenses de fonctionnement	13 974	30 556	23 686	23 567	6 870
Charges de la dette de l'Etat	9 291	15 220	12 704	12 704	2 516
Dépenses d'investissement	1 148	6 255	6 479	6 479	-225
Dépenses d'intervention	10 724	46 436	47 188	45 519	-752
Dépenses d'opérations financières	608	915	402	402	513
Total des dépenses (nettes) (I)	47 507	147 992	137 281	135 505	10 711
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	23 793	94 517	90 652	92 051	3 865
Recettes non fiscales	1 186	3 108	10 892	10 892	-7 784
Prélèvements sur recettes	-4 866	-20 325	-19 511	-19 576	-814
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	1 080	1 900	1 070	1 070	830
Total des recettes (nettes) (II)	21 192	79 200	83 103	84 438	-3 903
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	26 058	99 526	102 614	104 013	-3 089
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-26 315	-68 792	-54 178	-51 067	-14 613
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	115	1 036	-99	-99	1 135
Solde des comptes de concours financiers	-2 780	-16 802	-16 266	-16 266	-536
Solde des comptes de commerce	-4	838	135	135	703
Solde des comptes d'opérations monétaires	-1	10	66	66	-56
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-2 670	-14 916	-16 253	-16 253	1 337
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-28 984	-83 708	-70 431	-67 320	-13 277

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 761	47 533	45 809	45 820	1 724
Rémunérations d'activité	6 783	27 419	26 408	26 415	1 011
Cotisations et contributions sociales	4 853	19 700	18 986	18 990	715
Prestations sociales et allocations diverses	125	413	415	415	-2
AUTRES TITRES	35 745	100 459	91 472	89 684	8 987
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	13 974	30 556	23 686	23 567	6 870
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9 053	16 919	11 466	11 358	5 453
Subventions pour charges de service public	4 921	13 638	12 220	12 208	1 417
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	9 291	15 220	12 704	12 704	2 516
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	9 291	15 220	12 704	12 704	2 516
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 148	6 255	6 479	6 479	-225
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	739	4 106	4 630	4 630	-524
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	409	2 149	1 850	1 850	299
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 724	46 436	47 188	45 519	-752
Transferts aux ménages	4 090	19 838	19 011	18 968	827
Transferts aux entreprises	2 456	13 018	12 722	12 826	296
Transferts aux collectivités territoriales	1 204	4 573	5 899	4 256	-1 326
Transferts aux autres collectivités	2 840	8 426	9 306	9 218	-879
Appels en garantie	134	580	250	250	330
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	608	915	402	402	513
Prêts et avances	2	4	0	0	4
Dotations en fonds propres	97	279	264	264	15
Dépenses de participations financières	510	632	139	139	494
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	47 507	147 992	137 281	135 505	10 711

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2023		Cumul à fin avril 2022 retraité	Cumul à fin avril 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP retraités	CP	2023 / 2022 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés		consommés	
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	383	181	1 347	1 034	1 354	1 366	-320
Action de la France en Europe et dans le monde	113	126	755	666	914	914	-248
Diplomatie culturelle et d'influence	250	32	421	198	303	315	-105
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	22	171	170	137	137	33
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	351	347	1 464	1 427	1 411	1 408	16
Administration territoriale de l'Etat	222	223	859	825	763	758	62
Vie politique	2	2	79	81	157	157	-76
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	127	122	526	522	491	493	30
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	115	115	797	798	869	799	-71
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	12	15	402	411	364	423	47
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	56	53	210	202	191	191	11
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	48	47	185	185	184	186	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	0	0	130	0	-130
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	656	1 116	1 525	1 743	1 382	1 383	361
Aide économique et financière au développement	28	524	235	754	194	195	559
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	628	591	1 290	989	1 188	1 188	-199
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	9	47	1 307	1 231	1 306	1 306	-75
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	8	46	1 233	1 158	1 229	1 229	-71
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	73	73	77	77	-4
COHESION DES TERRITOIRES	754	370	14 915	4 158	3 971	3 967	187
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	257	259	996	612	323	324	289
Aide à l'accès au logement	0	0	13 296	3 341	3 268	3 268	73
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	397	27	415	49	220	220	-171
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	16	72	51	57	56	-6
Politique de la ville	88	45	127	60	66	64	-6
Interventions territoriales de l'Etat	2	23	9	45	36	35	9
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	61	56	284	270	256	256	13
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	37	160	149	141	141	8
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	19	80	77	72	72	5
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	620	325	1 566	958	895	891	63
Patrimoines	189	121	428	245	224	224	21
Création	302	88	615	275	276	266	-1
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	67	54	269	189	162	162	28
Soutien aux politiques du ministère de la culture	62	63	253	247	232	240	15
DEFENSE	5 086	4 204	16 036	18 968	18 672	18 667	297
Environnement et prospective de la politique de défense	60	138	728	668	641	641	27
Préparation et emploi des forces	797	1 048	3 660	4 389	4 015	4 012	375
Soutien de la politique de la défense	1 959	1 962	7 994	7 948	7 656	7 654	292
Equipement des forces	2 270	1 056	3 654	5 963	6 360	6 360	-397
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	58	101	307	281	314	315	-34
Coordination du travail gouvernemental	53	67	237	219	222	223	-3
Protection des droits et libertés	6	34	70	61	58	58	3
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	34	34	-34
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	5 328	3 615	18 457	14 727	12 262	12 197	2 465
Infrastructures et services de transports	286	502	4 127	2 860	3 430	3 379	-570
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	30	46	133	95	74	58	21
Paysages, eau et biodiversité	21	37	129	88	53	55	35
Expertise, information géographique et météorologie	3	142	427	284	281	281	3
Prévention des risques	22	39	762	284	255	255	29
Energie, climat et après-mines	976	1 477	2 134	3 068	1 838	1 837	1 230
Service public de l'énergie	3 537	1 118	9 032	6 614	5 030	5 030	1 584
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	224	231	1 121	1 074	1 042	1 043	32
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	20	20	355	355	259	259	96
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	208	4	238	4	0	0	4



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2023		Cumul à fin avril 2022 retraité	Cumul à fin avril 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	consommés		consommés				
unité : million d'€.							
ECONOMIE	269	189	2 161	1 693	2 462	2 349	-769
Développement des entreprises et régulations	223	116	1 446	1 181	189	178	992
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	35	163	160	156	156	4
Stratégies économiques	12	37	553	352	369	268	-17
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	1 748	1 748	-1 748
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	9 405	15 992	15 591	22 246	12 889	12 889	9 357
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	9 271	9 271	14 865	14 865	12 445	12 445	2 420
Appels en garantie de l'Etat	134	134	696	696	339	339	357
Epargne	0	0	30	30	25	25	5
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	69	80	80	-12
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	6 586	0	6 586	0	0	6 586
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 613	6 947	28 109	27 932	27 296	27 304	636
Enseignement scolaire public du premier degré	2 071	2 073	8 342	8 340	8 041	8 040	299
Enseignement scolaire public du second degré	2 994	2 997	12 027	12 021	11 621	11 624	400
Vie de l'élève	521	812	3 243	3 222	3 357	3 356	-135
Enseignement privé du premier et du second degrés	613	645	2 984	2 962	2 877	2 877	85
Soutien de la politique de l'éducation nationale	192	223	910	830	816	816	14
Enseignement technique agricole	221	197	601	557	585	590	-27
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	826	841	3 587	3 386	3 260	3 259	127
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	628	623	2 664	2 520	2 463	2 461	57
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	71	87	363	336	279	280	57
Facilitation et sécurisation des échanges	127	131	560	531	517	518	13
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	272	178	732	564	564	564	0
Immigration et asile	176	165	517	462	476	476	-14
Intégration et accès à la nationalité française	96	14	215	102	88	88	14
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	505	0	505	0	332	332	-332
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	95	95	-95
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	237	237	-237
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	505	0	505	0	0	0	0
JUSTICE	819	824	4 282	3 853	3 434	3 435	419
Justice judiciaire	363	335	1 571	1 428	1 364	1 364	64
Administration pénitentiaire	303	344	1 551	1 506	1 319	1 319	187
Protection judiciaire de la jeunesse	72	82	456	333	299	299	33
Accès au droit et à la justice	10	14	377	371	293	293	79
Conduite et pilotage de la politique de la justice	71	48	325	214	158	159	55
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	1	2	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	40	46	419	258	192	192	66
Presse et médias	35	41	189	176	109	109	67
Livre et industries culturelles	4	5	230	82	83	82	-1
OUTRE-MER	76	101	1 466	693	530	637	163
Emploi outre-mer	36	26	1 152	488	375	481	113
Conditions de vie outre-mer	40	74	314	205	154	156	50
PLAN DE RELANCE	0	357	-10	706	2 457	2 457	-1 752
Écologie	-2	274	-12	540	1 098	1 098	-558
Compétitivité	2	30	2	99	705	705	-606
Cohésion	0	53	0	67	654	654	-588
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	1 706	1 706	-1 706
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	7	7	-7
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 678	1 678	-1 678
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	21	21	-21
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 013	1 013	64
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	518	518	53
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2023		Cumul à fin avril 2022 retraité	Cumul à fin avril 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés			
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 521	4 548	26 139	12 554	11 997	11 988	556
Formations supérieures et recherche universitaire	58	3 448	13 948	7 101	6 822	6 821	279
Vie étudiante	5	212	1 850	1 289	1 357	1 356	-68
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 103	466	6 390	2 114	2 029	2 031	84
Recherche spatiale	0	0	1 778	621	601	601	20
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	277	1 194	1 005	928	928	76
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	283	76	641	229	133	133	96
Recherche duale (civile et militaire)	0	9	143	57	0	0	57
Enseignement supérieur et recherche agricoles	71	62	195	139	127	118	12
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	72	516	5 175	2 497	2 323	2 374	175
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	72	361	3 461	1 728	1 587	1 637	141
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	335	269	269	66
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	435	467	467	-33
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	349	311	647	900	1 761	1 763	-861
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	285	243	522	766	1 691	1 692	-924
Concours spécifiques et administration	64	68	125	134	70	71	63
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 962	8 969	41 780	41 766	38 764	38 700	3 002
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 761	8 768	40 416	40 403	37 120	37 120	3 283
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	201	201	1 363	1 363	1 644	1 580	-281
SANTE	81	75	1 264	538	493	493	45
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	81	75	184	106	107	107	-1
Protection maladie	0	0	1 081	432	386	386	46
Carte vitale biométrique ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 851	1 833	7 546	7 333	7 078	7 079	255
Police nationale	963	984	3 978	3 876	3 769	3 769	107
Gendarmerie nationale	836	798	3 362	3 249	3 103	3 103	146
Sécurité et éducation routières	4	3	19	9	7	7	2
Sécurité civile	49	47	187	199	199	199	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	213	2 233	27 618	9 567	9 596	9 549	-29
Inclusion sociale et protection des personnes	154	1 074	12 822	4 700	4 764	4 718	-64
Handicap et dépendance	0	1 105	13 970	4 421	4 391	4 391	30
Egalité entre les femmes et les hommes	2	3	3	3	4	4	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	57	51	823	443	427	426	17
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	10	10	-10
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	194	158	1 017	495	487	487	8
Sport	21	23	321	145	158	158	-12
Jeunesse et vie associative	96	32	619	247	221	221	26
Jeux olympiques et paralympiques 2024	77	103	78	103	108	108	-5
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	70	64	276	229	143	143	86
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	21	26	61	92	32	32	60
Transformation publique	6	6	29	36	29	29	8
Innovation et transformation numériques	1	1	2	2	1	1	1
Fonction publique	39	27	170	86	70	70	16
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	3	3	14	14	12	12	2
TRAVAIL ET EMPLOI	858	1 619	5 048	4 514	2 933	2 937	1 581
Accès et retour à l'emploi	777	1 115	2 798	2 251	2 479	2 481	-228
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	22	414	1 992	2 001	233	233	1 768
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	35	27	45	10	10	35
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	55	231	217	211	213	6
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	46 417	56 275	232 433	188 395	174 401	174 205	13 994
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	37 656	47 507	192 016	147 992	137 281	135 505	10 711

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 511	32 680	30 945	30 945	1 735
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	94	427	551	577	-123
Impôt sur les sociétés (C)	412	16 109	14 977	14 977	1 131
Impôt sur les sociétés	407	15 838	14 628	14 628	1 210
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	271	247	247	24
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	102	102	-102
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 445	5 753	5 338	5 338	416
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	115	553	399	399	154
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	107	1 160	850	850	310
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	23	154	249	249	-95
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	94	95	14	14	81
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	9	14	14	-5
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	6	13	13	-7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	40	40	40	0
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	0	0	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	608	2 843	2 565	2 565	277
Taxe sur les services numériques	385	386	355	355	31
Taxe d'habitation sur les résidences principales	33	324	543	543	-219
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	22	78	58	58	21
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1	0
Recettes diverses	40	98	233	233	-135
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 531	6 137	5 654	6 004	483
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 519	62 155	55 800	58 984	6 356
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 048	11 658	14 507	13 926	-2 849
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	56	152	318	318	-166
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	68	76	76	-8
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	39	19	19	19



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	261	1 161	987	987	175
Mutations à titre gratuit par décès	1 344	4 669	4 272	4 272	397
Contribution de sécurité immobilière	61	269	288	288	-19
Autres conventions et actes civils	38	138	149	149	-10
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	50	197	187	187	11
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	44	186	172	172	14
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	63	49	49	14
Timbre unique	9	129	126	126	3
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	75	259	182	182	77
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	772	1 345	4 522	3 940	-3 177
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2	0
Amendes et confiscations	3	15	16	16	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	25	31	21	21	10
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	15	37	34	34	3
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	160	150	150	10
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	16	17	17	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	16	17	16	16	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	554	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	17	23	23	-7
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	235	701	808	808	-107
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	79	281	220	220	61
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	127	130	130	-3
Prélèvement sur les paris sportifs	128	268	258	258	11
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	17	41	35	35	6
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	125	413	637	637	-224
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	63	296	234	234	62
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	32 561	134 920	127 772	130 751	7 148
TOTAL GENERAL (net)	23 793	94 517	90 652	92 051	3 865

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité	
		Avril	2023		2022 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	2	3	537	537	-533
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1	536	536	-536
Autres dividendes et recettes assimilées	1	3	0	0	3
Produits du domaine de l'Etat (B)	71	547	408	408	138
Revenus du domaine public non militaire	43	174	116	116	58
Autres revenus du domaine public	0	1	2	2	0
Revenus du domaine privé	11	277	170	170	107
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	17	94	120	120	-26
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	136	483	671	671	-187
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	54	115	119	119	-3
Autres frais d'assiette et de recouvrement	79	361	370	370	-9
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	24	24	-22
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2	-1
Autres recettes diverses	2	4	156	156	-152
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	9	126	275	275	-149
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	64	15	15	49
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	2	2	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	3	0	0	3
Intérêts des autres prêts et avances	0	13	233	233	-221
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	7	20	19	19	1
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	24	6	6	18



	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	222	668	560	560	108
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	133	55	55	78
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	156	160	220	220	-60
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	5	3	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	62	320	222	222	98
Frais de poursuite	0	0	4	4	-4
Frais de justice et d'instance	1	2	3	3	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	1	7	7	-6
Divers (F)	747	1 280	8 442	8 442	-7 162
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	533	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	88	210	274	274	-63
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	66	54	54	12
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	2	2	2	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	3	3	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2	0
Récupération d'indus	1	20	8	8	12
Recouvrements après admission en non-valeur	9	39	51	51	-13
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	18	12	12	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	12	9	9	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	26	132	148	148	-16
Produits divers	-3	18	1	1	17
Autres produits divers	67	221	126	126	95
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 186	3 108	10 892	10 892	-7 784

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumulé 2023 / 2022 retraité
	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 991	-11 952	-10 768	-10 833	-1 184
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 007	-8 022	-7 997	-8 059	-25
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-7	-7	7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-393	-1 671	-881	-881	-791
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-9	-27	3	3	-30
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	2	0	-6
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	-1	-1	1
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-243	-960	-962	-962	2
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-11	-6	-6	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-36	-36	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-13	-12	-12	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-30	-30	-30	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-1	29	279	279	-251
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-306	-1 203	-1 092	-1 092	-111
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 875	-8 373	-8 743	-8 743	370
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 866	-20 325	-19 511	-19 576	-814
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 057	1 599	972	972	627
Fonds de concours - coopération internationale	22	301	99	99	202
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	1 080	1 900	1 070	1 070	830

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois d'avril			Cumul à fin avril						Ecart cumul		
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2023 / 2022 retraité
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
	unité : million d'€.											
Comptes d'affectation spéciale	12 731	12 846	32 073	23 304	23 304	33 109	23 205	23 205	1 036	-99	-99	1 135
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	14	161	66	124	124	611	551	551	545	427	427	119
Développement agricole et rural	7	4	8	7	7	14	13	13	6	6	6	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	19	31	104	95	95	125	125	125	21	31	31	-10
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	17	106	73	73	248	111	111	142	38	38	104
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34	34
Participations financières de l'Etat	7 078	6 994	10 821	2 953	2 953	10 871	1 790	1 790	50	-1 163	-1 163	1 213
Pensions	5 585	5 639	20 969	20 018	20 018	21 240	20 614	20 614	271	596	596	-325
Comptes de concours financiers	10 365	7 586	41 627	39 623	39 623	24 825	23 357	23 357	-16 802	-16 266	-16 266	-536
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	318	6	1 272	1 234	1 234	29	821	821	-1 243	-413	-413	-829
Avances aux collectivités territoriales	9 994	7 567	38 745	36 192	36 192	23 853	21 368	21 368	-14 892	-14 824	-14 824	-69
Prêts à des Etats étrangers	3	11	294	374	374	76	280	280	-218	-93	-93	-124
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	50	1	146	718	718	205	187	187	59	-531	-531	590
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	0	0	1 170	1 106	1 106	661	701	701	-509	-405	-405	-104
Comptes de commerce	10 264	10 260	18 641	14 512	14 512	19 480	14 647	14 647	838	135	135	703
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	80	25	357	305	305	452	385	385	95	80	80	15
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	16	64	63	63	59	60	60	-5	-3	-3	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	158	158	565	167	167	565	167	167	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	63	52	185	156	156	244	315	315	60	159	159	-99
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	9 874	9 880	16 458	13 281	13 281	16 810	13 282	13 282	352	0	0	351
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	1	1	0	2	2	0	1	1	-1
Opérations commerciales des domaines	8	11	23	17	17	32	35	35	9	18	18	-9
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	11	10	10	8	6	6	-3	-4	-4	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	61	116	978	512	512	1 310	396	396	332	-116	-116	448
Comptes d'opérations monétaires	11	10	26	614	614	36	680	680	10	66	66	-56
Emission des monnaies métalliques	4	8	17	61	61	34	40	40	17	-21	-21	38
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	2	548	548	0	637	637	-2	89	89	-91
Pertes et bénéfices de change	6	2	7	4	4	2	3	3	-5	-1	-1	-4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	33 371	30 702	92 367	78 053	78 053	77 450	61 889	61 889	-14 918	-16 164	-16 164	1 246
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	33 371	30 702	92 366	77 504	77 504	77 449	61 251	61 251	-14 916	-16 253	-16 253	1 337

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		389	19	408
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	12	-2	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	-765	4 070
		Total organismes à caractère financier	5 235	-747	4 488
		Régions	2 683	-217	2 466
		Départements	12 020	-1 621	10 400
		Communes	31 795	-2 795	29 000
	CEPL	Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-755	18 119
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-272	2 121
		Autres	10 106	-173	9 933
		Total CEPL	77 872	-5 832	72 040
		Etablissements publics de santé	9 230	-478	8 752
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-5 610	21 362
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	589	22 677
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	2 110	7 285
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-449	1 855
		Total établissements publics nationaux	56 540	-3 361	53 180
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	8 816	371	9 187
		Union européenne	3 975	-2 102	1 873
	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	-1	5 985	
	GIP	1 887	46	1 933	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	EPL	2 809	1 475	4 284	
	Autres correspondants	3 338	-280	3 057	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 091	1 168	15 259	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	175 760	-10 981	164 779	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		306	797	1 103
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		3	160	163
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		309	957	1 266
Total Passif (A)			176 069	-10 024	166 045
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)			176 069	-10 024	166 044



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	72 611	2 350 435
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	70 700	2 200 061
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	70 700	2 200 061
<i>dont - taux fixe</i>	1 867 131	63 058	1 930 188
<i>- taux variable</i>	213 940	6 738	220 678
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	1 911	150 374
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	1 911	150 374
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-1 751	32 717
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	70 860	2 383 152



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.